

This transcript is also available in [English](#) and [Portuguese](#).

DÉPARTEMENT D'ÉTAT DES ÉTATS-UNIS
Bureau du porte-parole

Pour diffusion immédiate

Le 3 mai 2014

REMARQUES

Allocution du secrétaire d'État John Kerry
« Notre engagement envers l'Afrique »

Le 3 mai 2014
Jardin botanique de Gullele
Addis-Abeba, Éthiopie

SECRÉTAIRE D'ÉTAT JOHN KERRY : Alléluia, un grand merci pour cette présentation spectaculaire. Je vous remercie d'avoir quitté la ville et d'être venus dans les montagnes. Et tout est si magnifique. C'est un bâtiment extraordinaire, et je viens d'avoir le plaisir de sortir sur la véranda, ici, et d'admirer la vue. On me dit que c'est le premier bâtiment vert, le premier bâtiment totalement vert, donc je félicite le Jardin botanique de Gullele et je félicite toute particulièrement l'université d'Addis-Abeba. M. le président, je vous remercie de votre présence. Et je vous remercie, vous tous, d'avoir gravi la colline pour être avec moi ce matin. J'ai vu quelques ânes dans les environs. Est-ce que certains d'entre vous sont venus à dos d'ânes ? (Rires.) Mais il y a beaucoup d'autocars et de voitures, et je suis très reconnaissant.

Je suis vraiment très heureux d'être de retour à Addis, et je veux remercier le Premier ministre et, le ministre des Affaires étrangères Tedros et le Premier ministre Hailemariam de leur accueil très généreux. Je tiens à les remercier en particulier du soutien formidable qu'ils accordent à des initiatives visant non seulement nos difficultés dans le domaine du développement et les difficultés de l'Éthiopie même, mais également les difficultés du Soudan du Sud, les difficultés de la Somalie et les difficultés du leadership sur le continent et au-delà.

J'étais ici au printemps dernier pour célébrer le 50^e anniversaire de l'Union africaine, et c'était un moment opportun pour prendre note du sens de l'emblème significatif de l'UA, les anneaux rouges qui nous rappellent le sang versé pour la liberté de l'Afrique et les feuilles de palmier qui nous rappellent le fait que ce sang n'a pas été versé uniquement pour la liberté, mais aussi pour la paix. Et puis l'or qui symbolise la promesse des ressources naturelles et du potentiel économique. Aujourd'hui, alors que je me trouve en haut de cette colline, il est important de comprendre comment nous remplissons la promesse d'un autre symbole de l'emblème de l'Union africaine, le cercle vert qui représente tous les espoirs et les rêves de l'Afrique.

Je suis absolument convaincu que ces rêves peuvent se réaliser si nous sommes tous prêts à faire les bons choix. Et il s'agit bien de choix. Il n'y a pas de destinée prédéterminée quelque part qui nous pousse dans une direction ; tout dépend de la volonté du peuple, et de la volonté des

dirigeants. Nous devons nous assurer que nous saisissons la possibilité qui décidera de notre avenir et nous devons refuser tout retour en arrière vers le passé.

Je n'ai absolument aucun doute : ceci pourrait être un point d'inflexion pour la nouvelle Afrique, un moment et un lieu où les Africains orientent le cours de l'histoire vers la réforme, et non les représailles, vers la paix et la prospérité, et non la revanche et la rancune. Et il est important de reconnaître, du moins je pense qu'il est important de reconnaître honnêtement, que pendant bien trop longtemps, les liens entre les États-Unis et l'Afrique étaient surtout basés sur le besoin de faire face aux difficultés et aux crises d'un moment particulier. Mais. En ce début du XXI^e siècle, nous découvrons que nous voulons tous deux une relation durable et mieux étayée, une relation qui n'est pas réflexive, mais plutôt visionnaire et stratégique.

Pour de nombreux Américains, l'Afrique a été pendant trop longtemps un lieu éloigné sur une carte, une destination pour la philanthropie, une image intermittente et éprouvante à la télévision de famine et de guerre, un lieu distant entouré d'un certain mystère. À l'heure actuelle, l'Afrique est de plus en plus une destination pour les investissements et le tourisme américains, et les institutions africaines sont de plus en plus souvent à la tête des efforts menés pour régler les problèmes africains. Tout cela indique bien que des transformations remarquables sont possibles, que la prospérité peut remplacer la pauvreté et que la coopération peut réellement l'emporter sur le conflit.

Mais alors même que nous célébrons ces progrès, cette rencontre a lieu à un moment où des crises continuent. Les conflits au Soudan du Sud, où je me trouvais hier, en République centrafricaine, au Mali, en République démocratique du Congo, les événements qui viennent de se produire au Nigeria, sont autant de facteurs qui empêchent des millions d'Africains de réaliser pleinement leur potentiel. Et dans certains endroits, ils replongent le continent dans les turbulences du passé.

Il n'en demeure pas moins que nous avons des certitudes face à cette situation : l'Afrique possède les ressources, l'Afrique possède les capacités, l'Afrique possède les connaissances. Les questions auxquelles doit répondre l'Afrique sont similaires à celles que se posent des pays du monde entier : avons-nous la volonté politique, le sentiment d'avoir un objectif commun, pour relever ces défis ? Sommes-nous prêts à faire les choix difficiles qu'exige leur résolution ?

C'est à vous de décider du chemin que prendra le continent. C'est aux Africains de décider. Mais nous sommes fermement convaincus que les États-Unis sont le partenaire naturel de l'Afrique. Nous savons avec certitude que les États-Unis pourraient être un catalyseur vital de la transformation qui se poursuit sur ce continent, et le président Obama s'est engagé en faveur de cette transformation.

Les États-Unis ont la chance d'être l'épicentre de l'innovation dans le monde. L'Afrique compte un grand nombre des économies qui connaissent la croissance la plus rapide au monde. Il n'y a pas de limites à ce que nous pouvons accomplir ensemble si nous travaillons ensemble, si nous collaborons et nous établissons une stratégie, et si nous convenons d'avoir une vision qui nous rassemble pour parvenir à un objectif commun. Et même si nous n'oublions jamais - nous n'oublions jamais - comment nos premiers liens ont été tissés pendant certains des chapitres les

plus sombres de l'histoire de l'Humanité, nous n'en commençons pas moins sur de solides fondements.

Je suis sûr que certains d'entre vous ont fait cette constatation pendant vos voyages, aux États-Unis, espérons-le. Que ce soit à travers Little Senegal à Los Angeles, la communauté somalienne à Minneapolis ou la communauté éthiopienne à Washington, des Africains enrichissent la culture américaine, renforcent notre économie et apportent des contributions aux chapitres futurs de l'histoire américaine. Il est temps de nous assurer que nous renforçons ces liens profonds ; il est temps de passer à l'étape suivante en investissant dans l'avenir de ce continent.

Et lorsque nous nous rendons compte, comme nous le faisons, que l'Afrique aura une population active plus nombreuse que l'Inde ou la Chine d'ici à 2040, nous savons qu'il est temps de prendre les devants et d'investir dans l'éducation pour le très grand nombre de jeunes et le nombre croissant de personnes qui veulent jouer un rôle dans cet avenir. Il est temps de favoriser un échange d'idées et d'informations plus ouvert qui encouragera le partenariat et l'innovation. L'Initiative du président Obama pour les jeunes leaders africains, YALI, - j'en ai rencontré un certain nombre et ils doivent venir à Washington en août - vise à exploiter cette énergie, et c'est un exemple de la manière dont certains de ces efforts sont déjà en cours. YALI offre des orientations et des réseaux à des milliers de jeunes du continent. Je suis ravi, vraiment ravi qu'un grand nombre de ceux qui sont ici aujourd'hui participent à YALI, et que quatre d'entre vous viendront à Washington cet été dans le cadre de la première promotion du programme de bourses dans cette ville, le Washington Fellowship, de l'Initiative pour les jeunes leaders africains.

J'ai été particulièrement impressionné, je vous l'avoue, par l'expérience de l'une de ces jeunes femmes, Haleta Giday. C'est peut-être parce qu'Haleta est procureur, comme je l'étais au début de ma carrière. Elle a reçu son diplôme de l'université de Jimma qui, vous le savez tous, est l'une des meilleures universités de l'Éthiopie. Elle aurait pu choisir n'importe quel emploi lucratif, ici dans la capitale, mais elle a choisi de représenter des femmes et des enfants victimes de la violence. Et lorsqu'Haleta a vu combien de veuves tombaient dans la misère après la mort de leur mari, elle a lancé une campagne pour apprendre aux femmes leurs droits juridiques et financiers.

Pensez à tout ce qu'Haleta a vu pendant qu'elle grandissait : elle a passé les premières années de sa vie dans un pays traumatisé par la famine. De nos jours, l'Éthiopie est l'une des économies connaissant la croissance la plus rapide au monde. Depuis qu'Haleta est entrée à l'école, le nombre des gouvernements démocratiques en Afrique a triplé. Depuis qu'elle a quitté le lycée, le volume des avoirs bancaires a plus que doublé. Et depuis qu'elle a obtenu son diplôme universitaire, le marché africain des télécommunications a doublé. Elle a déjà eu une vie remarquable et elle fait un travail incroyable ici, en Éthiopie. Ce qui est encore plus remarquable, c'est que c'est l'un des nombreux jeunes leaders du continent qui font leurs preuves en s'attaquant à certains des défis les plus complexes.

Nous vivons donc un moment qui offre des opportunités à tous les Africains. C'est également un moment où il faut prendre des décisions, parce que ce sont les décisions qui seront prises ou les décisions qui seront reportées qui détermineront en fin de compte si l'Afrique tire parti de la plus grande de ses ressources naturelles, qui n'est ni le platine, ni l'or, ni le pétrole, mais qui est le

talent de ses habitants. Le potentiel de l'Afrique réside dans la capacité de ses habitants à apporter leur entière contribution, quelle que soit leur ethnicité, quelle que soit la personne qu'ils aiment ou la religion qu'ils pratiquent. Ce continent tire sa force de la diversité et du dynamisme de son peuple. Les pays africains, tout comme les pays du monde entier, ont le plus de force lorsque les voix des citoyens peuvent se faire entendre, lorsque les citoyens peuvent participer à la vie politique, lorsqu'ils sont partie prenante du succès de leur pays.

Au cours des trois prochaines années, 37 des 54 pays africains doivent tenir des élections nationales, y compris 15 élections présidentielles. Des millions d'Africains iront aux urnes pour choisir leurs dirigeants dans des élections libres et équitables ; cela aura un effet considérable et montrera au monde le pouvoir de ce moment pour l'Afrique. Je vous assure que ces élections sont d'une importance vitale. Mais les élections ne peuvent pas être le seul moment, la seule occasion, qui permet aux citoyens de jouer un rôle dans la définition de leur avenir. Ce qui est crucial pour l'avenir de l'Afrique, c'est que ses citoyens puissent dialoguer avec leur gouvernement, pas seulement le jour des élections, mais chaque jour, qu'ils puissent participer à des discussions, des débats et un dialogue avec leurs compatriotes au sujet de la vie politique chaque semaine et chaque mois.

L'Union africaine s'applique à répondre « oui » à toutes ces questions. « La bonne gouvernance, la démocratie et le droit au développement » sont consacrés parmi les droits universels, et la charte de l'Union africaine représente cette réalité et en est le reflet. L'UA a également déployé de grands efforts pour souligner l'effet corrosif de la corruption, que ce soit sur la scène publique ou dans l'économie. C'est tout à l'honneur de l'UA qu'elle ait indiqué que la corruption coûte des dizaines de milliards de dollars aux Africains, si ce n'est plus. Et cet argent - vous le savez tous-- cet argent pourrait servir à construire de nouvelles écoles, de nouveaux hôpitaux, de nouveaux ponts, de nouvelles routes, des canalisations, des lignes électriques. C'est pour cela qu'il incombe aux citoyens de l'Afrique et de tous les pays d'insister pour que les fonds publics soient utilisés pour fournir des services à tous, et non à remplir les poches de quelques-uns.

C'est pour cette raison qu'il est tellement important que nous luttons tous, partout, dans notre pays, dans votre pays et ailleurs, contre la corruption du secteur public et la corruption dans la vie économique. Notre coopération est essentielle si nous voulons protéger la croissance économique qui est partagée par tous afin d'offrir des opportunités à tous les habitants de l'Afrique. Et, comme vous le savez bien, il est difficile de lutter contre la corruption. Cela demande du courage. Cela peut présenter des risques. Mais la lutte contre la corruption ne fait pas qu'améliorer la situation économique d'un pays. La transparence et la reddition de comptes attirent davantage d'investissements. La transparence et la reddition de comptes créent un marché plus compétitif, un marché dans lequel les idées et les produits sont jugés par le marché et selon leurs mérites, et non pas par des magouilles ou des pots-de-vin. C'est un environnement idéal pour les innovateurs et les entrepreneurs, je vous le promets.

Les États-Unis ont appris par leur propre expérience que l'entrepreneuriat est un moteur essentiel de la prospérité et de la liberté. C'est pour cette raison que le président Obama a créé le Sommet mondial de l'entrepreneuriat, qui réunira cet automne au Maroc certaines des plus grandes sommités mondiales. L'an dernier, j'ai eu le plaisir d'être à Kuala Lumpur pour cette réunion, pour ce même sommet. Et j'ai été stupéfait par les 15 000 jeunes qui hurlaient comme s'ils

étaient à un concert de rock ou quelque chose comme ça, tous électrisés à la perspective de devenir eux-mêmes ou d'être le prochain Steve Jobs ou le prochain Bill Gates. C'était incroyable de sentir leur énergie et leur enthousiasme.

Et tous ces jeunes sont connectés les uns aux autres. Ils partagent tout avec tout le monde, tout le temps. Et cela change la vie politique, cela change le monde des affaires et cela change les perceptions. Cela change les espoirs, les rêves et les aspirations. Tous les dirigeants politiques doivent être conscients de cette réalité parce que c'est ce que nous avons vu à l'œuvre en Tunisie, c'est ce que nous avons vu à l'œuvre en Égypte. C'est ce que nous voyons encore à l'œuvre en Syrie où les jeunes se sont mobilisés pour réclamer un avenir.

Nous voulons nous assurer que tous les pays peuvent offrir aux jeunes la capacité de concrétiser une idée et de la transformer en une activité économique. Nous savons avec certitude que les endroits où les gens sont libres non seulement de développer une idée, mais aussi de discuter de différentes idées, de transformer les meilleures idées en une réalité, ce sont les sociétés qui remportent le plus de succès. Ce succès n'est pas un mystère et il n'est pas difficile à atteindre si vous faites les bons choix. Ce succès est possible pour toute l'Afrique. Cette nouvelle Afrique est à la portée de tout le monde. Mais cette nouvelle Afrique ne sera pas possible si elle ne devient pas une Afrique plus sûre.

Il y a trop de régions de ce continent où le manque de sécurité, les menaces de violence ou la guerre déclarée empêchent l'éclosion de la prospérité. Les fardeaux des divisions passées ne disparaîtront peut-être pas complètement, mes amis, mais on ne peut les laisser ensevelir l'avenir. L'engagement de l'Union africaine de faire taire les armes de l'Afrique d'ici à 2020 est un objectif ambitieux. C'est le bon objectif. C'est une vision qui mérite nos efforts et nous ferons tout ce qui est en notre pouvoir pour vous aider à en faire une réalité ; c'est pour cette raison que nous continuerons à fournir un soutien logistique et financier aux efforts menés par l'Union africaine en Somalie, où Al-Shabab fait face à de fortes pressions. C'est pour cette raison que nous continuerons à soutenir la Force régionale d'intervention de l'Union africaine contre l'Armée de résistance du Seigneur, grâce à laquelle les décès attribuables à la LRA ont diminué de 75 % et des centaines de milliers de personnes sont rentrées dans leurs foyers. Et c'est pour cette raison que nous œuvrons au renforcement des institutions et des forces armées du Nigeria pour lutter contre Boko Haram et sa campagne de terreur et de violence.

Permettez-moi de m'exprimer clairement. L'enlèvement de centaines d'enfants par Boko Haram est un crime répugnant, et nous ferons tout ce qui est en notre pouvoir pour soutenir le gouvernement nigérian dans ses efforts visant à ramener ces jeunes filles chez elles et à traduire en justice ces criminels. Écoutez-moi, mes amis, j'ai vu ce fléau de la terreur à travers la planète, et vous aussi. Tout ce qu'ils offrent, c'est la violence. Ils n'offrent pas de systèmes de soins de santé, ils n'offrent pas d'écoles. Ils ne vous disent pas comment construire une nation, ils ne parlent pas de la façon dont ils créeront des emplois. Ils disent seulement aux gens, « Vous devez vous conduire comme nous vous le disons », et ils vous puniront si vous désobéissez.

Notre responsabilité et la responsabilité du monde sont de faire front à ce type de nihilisme. C'est pour cela que nous nous sommes engagés à fournir jusqu'à cent millions de dollars pour appuyer les forces de l'UA et de la France en République centrafricaine pour contre-attaquer,

ainsi que 67 millions de dollars d'aide humanitaire. C'est pour cela que nous soutenons sans réserve le processus cadre pour la paix, les dirigeants de l'Angola et les dix autres pays africains qui cherchent à régler les causes profondes des conflits dans la région des Grands Lacs. Par l'intermédiaire de notre Envoyé spécial pour la région des Grands Lacs, Russ Feingold, un ancien sénateur, un de mes amis que j'ai nommé à ce poste, les États-Unis ont appuyé le dialogue qui s'amorce actuellement et nous avons déjà fait office de médiateur pour organiser la démobilisation du M23. Nous sommes prêts à soutenir tous les efforts qui aideront les parties à rester sur le chemin de la paix.

Hier, j'étais au Soudan du Sud. J'étais là le jour de la naissance de ce pays, le jour du référendum. Je connais le président Kiir. Je connais les espoirs et les aspirations de la population. Et j'ai vu hier comment un pays qui avait auparavant une vision pleine d'espoir de l'avenir peut être perturbé par de vieilles rancunes qui engendrent la violence, par l'ambition personnelle, par la cupidité qui fait obstacles aux espoirs d'un peuple tout entier.

J'ai fait part au président Kiir de ma grave préoccupation au sujet du meurtre délibéré de civils des deux côtés du conflit et il a convenu d'entamer des négociations pour former un gouvernement de transition qui pourra mettre fin à la course à l'abîme. Je l'ai félicité de sa volonté d'agir ainsi et je me réjouis à la perspective, tout comme le fera le monde entier, de le voir ramener son pays vers la stabilité. J'ai également téléphoné à l'ancien vice-président, Riek Machar, et je l'ai invité instamment à en faire de même, à venir bientôt à Addis-Abeba afin de participer à ces négociations directes pour placer le Soudan du Sud sur la voie de l'avenir qu'il mérite.

Si les deux parties ne prennent pas de mesures audacieuses pour mettre fin aux violences, elles risquent de plonger le Soudan du Sud dans un désespoir encore plus grand et même la famine. Cette famine pourrait se produire très vite si la situation ne change pas dans les jours à venir. Les deux parties détruiront complètement les enjeux qu'elles prétendent soutenir si nous n'agissons pas maintenant. Elles doivent en faire davantage pour faciliter le travail de ceux qui fournissent de l'aide humanitaire. L'ONU, la MINUS et toutes les organisations qui fournissent une aide d'urgence doivent être soutenues et protégées au lieu d'être vilipendées, comme ça a été le cas.

Ici encore, les pays africains œuvrent avec diligence pour tenter de trouver une solution régionale par l'intermédiaire de la Commission d'enquête de l'UA et du Mécanismes de suivi et de vérification de l'IGAD. Dans les jours à venir, je poursuivrai mon action auprès des deux parties, qui doivent impérativement respecter l'accord de cessation des hostilités et le mettre en œuvre aussi complètement que possible. La communauté internationale doit également maintenir son engagement envers le peuple du Soudan du Sud et l'aider à surmonter cette période incroyablement difficile.

La prévention de nouveaux conflits nécessite aussi une coordination pour faire face aux causes des conflits, qui comprennent l'insécurité alimentaire, la famine et, bien sûr, la pauvreté. L'Afrique a 60 % des terres arables du monde. Pensez-y. Cela représente une opportunité extraordinaire pour l'avenir, non seulement pour nourrir la population de l'Afrique, mais aussi pour nourrir le monde. Les États-Unis veulent aider l'Afrique à saisir cette occasion en faisant

des investissements dans l'agroalimentaire et dans des cultures aux rendements meilleurs et qui résistent mieux aux conditions météorologiques extrêmes.

Avec Feed the Future, qui a été bâti sur les fondements posés par l'Union africaine avec votre Programme détaillé de développement de l'agriculture africaine, les États-Unis investissent plusieurs milliards de dollars pour améliorer la qualité des semences et des méthodes de culture, protéger contre l'érosion du sol et faire le lien entre les petits exploitants agricoles et les marchés. Pour souligner l'importance de ces engagements, l'UA a fait de 2014 l'année de l'agriculture et de la sécurité alimentaire.

Mais nous n'exagérons pas lorsque nous disons que le plus grand risque pour l'agriculture africaine, et même pour notre mode de vie, pas seulement en Afrique, mais sur cette planète, provient des ravages que pourrait provoquer le changement climatique. Selon le Groupe d'experts intergouvernemental de l'ONU sur l'évolution du climat, des parties de Mombasa, Dakar, Monrovia et des dizaines d'autres villes côtières pourraient être submergées d'ici au milieu de ce siècle. Le rendement de l'agriculture pluviale dans certaines régions de l'Afrique pourrait baisser de 50 %. Cent millions de personnes de plus qu'à l'heure actuelle, sinon davantage, vivront sans eau ou avec beaucoup plus de difficultés pour se procurer de l'eau à cause des changements provoqués par le climat.

Quant 97 % des scientifiques conviennent que le climat change et que les êtres humains sont responsables de la plus grande partie de ce changement, et que celui-ci se produit plus vite que prévu, permettez-moi de vous dire quelque chose : nous avons intérêt à écouter ces 97 % et nous devons agir. Et quand ce continent produit moins de carbone que presque toutes les autres nations, mais a le plus à perdre à cause du changement climatique, c'est vrai que cette équation est intrinsèquement injuste. Il n'y a pas de doutes à ce sujet : une plus grande prospérité pour l'Afrique va exiger un plus grand approvisionnement en énergie. Les habitants de l'Afrique devront donc s'assurer que les erreurs que nous faisons, les erreurs qui ont été commises par les autres pays développés ne seront pas répétées et que les erreurs qui ont créé cette urgence pour le monde ne seront pas répétées sur ce continent.

Les États-Unis veulent soutenir les efforts de l'Afrique visant à se développer de manière plus durable, au moment même où nous cherchons à le faire nous aussi et à réduire nos émissions. C'est pour cela que, dans le cadre de l'initiative audacieuse du président, Power Africa, un partenariat qui fournira des milliards de dollars au secteur de l'énergie du continent, nous travaillons en association avec des programmes tels que l'initiative États-Unis – Afrique pour le financement d'une énergie propre (U.S.-Africa Clean Energy Finance). Nous mobilisons des ressources publiques ainsi que de ressources privées pour soutenir un investissement d'un milliard de dollars dans les énergies propres par le secteur privé. Le changement climatique est un problème mondial et il menacera gravement ce continent et tous les continents s'il n'est pas attaqué par une action concertée mondiale.

Nous ferons face -- nous faisons face à ce problème en nous rappelant que nous nous sommes unis par le passé pour affronter une crise générationnelle sans frontières, une crise dans laquelle je peux dire avec fierté nous sommes en train de remporter la victoire. Par conséquent, lorsque quelqu'un laisse entendre que nous sommes impuissants à combattre le changement climatique

ici en Afrique, rappelez-lui que nous avons déjà repoussé des armées d'indifférence et de dénégation dans la lutte contre le sida.

J'ai travaillé avec certains d'entre vous dans cette lutte depuis les années 1990. Il y a 15 ans, j'étais le coauteur de la première loi sur la lutte contre le sida en Afrique qui devait devenir plus tard le fondement du PEPFAR. Ce que j'ai vu cette semaine au Gandhi Memorial Hospital, que j'ai visité il y a quelques jours, aurait été impensable à cette époque. Grâce à l'engagement de médecins et de prestataires de soins de santé locaux, et avec l'appui soutenu du PEPFAR, nous avons réduit de manière considérable le nombre de jeunes enfants atteints du VIH. Nous l'avons fait ; nous le faisons. Je crois qu'en 2004, environ 15 000 enfants recevaient des antirétroviraux. Aujourd'hui, il y en a plus de 330 000. Le nombre des personnes vivant avec le VIH a été réduit d'un tiers et il est remarquable de noter qu'il y aura bientôt une génération d'enfants qui naîtront sans le VIH en conséquence de ce que nous avons appris à faire.

J'ai vu un panneau dans un hôpital hier, ou avant-hier, qui disait « L'Éthiopie et les États-Unis investissent ensemble dans un avenir en bonne santé ». Mes amis, ce panneau dit tout. Il nous dit ce qui est possible ; il nous dit ce que nous faisons ensemble ; il nous dit ce qui est possible dans tout ce que nous entreprenons ensemble.

Réaliser l'objectif du président Obama d'une génération libre du sida aurait pu être un rêve très lointain. Ça l'était quand nous avons commencé à envisager de faire quelque chose au sujet du sida. À cette époque, c'était une condamnation à mort et c'était aussi pratiquement une condamnation à mort pour les politiciens qui en parlaient. Ils ne voulaient pas en entendre parler. Mais, en dépit des difficultés futures - et il y a encore des difficultés -, cet objectif est désormais à notre portée. Par conséquent, ne croyez pas ceux qui vous disent que nous ne pouvons rien faire au sujet du changement climatique ou de quoi que ce soit d'autre.

À vrai dire, de nombreuses façons, l'Afrique bouge. Et c'est pour ça que des investissements arrivent du monde entier. IBM a investi cent millions de dollars dans des programmes de données massives sur le continent. Les initiatives d'IBM aident les Africains à trouver des moyens de rationaliser le travail de leurs entreprises et de leurs gouvernements, pour assurer des services plus efficaces et plus efficaces. Microsoft investit dans ce qu'il appelle « Mawingu », le mot swahili qui veut dire nuage, pour développer l'informatique et le stockage en nuage au Kenya avec la possibilité de l'étendre à d'autres pays africains. Google étudie des moyens de développer le spectre qui n'est pas utilisé à pleine capacité pour fournir un accès à l'Internet haut débit aux communautés isolées.

Et c'est ici, à Addis-Abeba, que nous avons lancé une évaluation officielle de l'AGOA, la loi sur la croissance et les opportunités économiques en Afrique, afin de déterminer sa direction pour l'avenir. Le président Obama s'est engagé à ce que l'AGOA soit renouvelée sans interruption, car elle demeure un lien vital pour faciliter les échanges commerciaux entre nos pays.

Je vous dis franchement aussi que nous voulons qu'il y ait davantage de compagnies américaines qui viennent ici, qui investissent ici, pour exploiter la puissance du secteur privé en Afrique, et, je l'avoue, pour créer des emplois en Amérique en même temps. Nous l'avons constaté de nombreuses fois : lorsque nous aidons des pays à devenir autonomes, nous partageons leur

succès. Sur les 15 plus grands partenaires commerciaux des États-Unis aujourd'hui, 11 sont d'anciens bénéficiaires de l'aide américaine. Ce sont maintenant des pays donateurs. Voilà le type de transformation qui peut se produire.

La transformation pour passer de l'aide au commerce a été un moteur puissant de la prospérité américaine, ainsi que de la croissance mondiale. C'est ce qui s'est produit avec nos partenariats en Europe après la Deuxième Guerre mondiale, lorsque l'Amérique est intervenue et que nous avons aidé à reconstruire l'Allemagne (inaudible) avant la guerre, aidé à reconstruire le Japon (inaudible) avant la guerre, aidé à reconstruire l'Europe ravagée par la guerre. Nous avons vu ce même type de résurgence en Asie, où les investissements et les partenariats américains ont aidé à assurer une expansion incroyable. C'est ce que nous commençons à voir maintenant ici, en Afrique.

Lorsque les gens disent que le type de développement qui s'est produit en Europe et en Asie ne peut pas arriver ici, nous ne sommes pas d'accord ; il se produit déjà. Les Africains façonnent eux-mêmes leur avenir. Vous le façonnez vous-mêmes. Et nous voulons prendre part à votre effort et aider à assurer et impulser une prospérité partagée qui atteindra les millions de jeunes qui ont besoin d'une éducation et d'emplois. C'est l'une des raisons de mon voyage à Addis-Abeba et c'est l'une des raisons pour lesquelles je vais traverser le continent de la Corne de l'Afrique à l'océan Atlantique dans les jours qui viennent.

C'est donc un moment très important pour nous tous. Cet été, nous ferons progresser encore le travail crucial que nous entreprenons ensemble avec le Sommet des leaders africains. Ce sera le premier sommet de ce genre. Ce sera la première fois que tant de leaders représentant une telle variété de secteurs du continent africain se réuniront avec le président des États-Unis et des leaders de toute la société américaine aux États-Unis. C'est un rassemblement historique à la mesure de l'importance remarquable de ce moment particulier.

Le thème de ce sommet sera « Investir dans la prochaine génération ». Et je suis heureux de voir que cette génération est si bien représentée ici aujourd'hui, avec les jeunes qui participent à YALI que j'ai mentionnés auparavant. Ces jeunes leaders africains représentent l'avenir. Je dois vous dire que lorsque nous avons lancé YALI, nous avons été stupéfaits de la réponse. Nous avons proposé cette idée de jeunes leaders africains et invité des gens à venir à Washington. Et figurez-vous que 50 000 jeunes ont répondu et demandé à participer à ce programme. Nous ne pouvions en accepter que 500. Nous devons donc nous assurer que nous pourrions nous adresser aux 49 500 restants, et à des millions d'autres en plus.

C'est le type d'engagement qui a inspiré un jeune Bobby Kennedy. Certains d'entre vous se rappelleront peut-être qu'il s'est rendu en Afrique du Sud pendant l'une des périodes les plus sombres de l'histoire de ce pays. Il a exhorté son jeune public à l'université du Cap à faire preuve du courage et de la détermination nécessaires pour affronter le défi le plus redoutable de leur génération. Il leur a dit : « Le monde réclame les qualités de la jeunesse : non pas un moment de la vie, mais un état d'esprit, une maîtrise de la volonté, une qualité de l'imagination, une prédominance du courage sur la timidité, de l'appétit d'aventure sur l'amour de la facilité ».

C'est cet esprit, ce sont ces qualités, c'est cet appétit qui pousseront, je vous l'assure, la prochaine génération d'Africains à relever les plus grands défis actuels. Et dans leurs efforts, il trouveront à leurs côtés les États-Unis d'Amérique, liés par un avenir partagé, un but commun et une destinée partagée.

Donc, je vous dis merci. (*Dit quelques mots dans une langue étrangère.*) Merci beaucoup.
(Applaudissements.)

#